

RAPPORT N° 304 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 9 OCTOBRE 2021

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 2 au 9 octobre 2021 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au moins deux (2) personnes ont été assassinées au cours de cette période dans différentes localités du pays.

Le rapport déplore également les cas de cinq (5) personnes qui ont été enlevées par un agent du Service national de renseignement (SNR) en province de Mwaro et d'une (1) jeune fille qui a été violée par son éducateur en province de Makamba.

1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la nuit de jeudi à vendredi 8 octobre 2021, une fille prénommée Francine est morte suite à une maladie qu'elle avait contractée depuis quelques jours, mais les membres de sa famille ont cru à un ensorcellement par un homme du voisinage. Le fait s'est passé sur la colline de Kiderege de la zone de Kazirabageni, en commune de Nyanza-Lac de la province de Makamba (sud du Burundi).

Selon des sources sur place, Francine aurait révélé dans son agonie qu'elle aurait été ensorcelée par son voisin prénommé Stéphane qui aurait prédit sa mort probable avant la célébration de son mariage prévu pour le 16 octobre courant. C'est ainsi qu'après son décès, en guise de représailles, les voisins ont jeté des pierres à Stéphane et son épouse avant de mettre le feu sur leur maison. Stéphane a succombé à ses blessures le matin de ce samedi 2 octobre 2021.

SOS-Torture Burundi en appelle à l'administration à la base afin d'organiser des séances d'éducation civique aux méfaits des croyances superstitieuses sur la

sécurité publique et harmonie sociale et d'inciter la population à se fier plutôt aux structures sanitaires en cas de survenance d'une maladie quelconque.

2. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

- Dans la matinée de vendredi dernier 1^{er} octobre 2021 vers 10 heures, OPC1 Ahmed Nabil Sindayigaya (OPN 0916 de la matricule), le responsable provincial du Service national de renseignement (SNR) en province de Cibitoke, a enlevé le chef de la colline Luberizi, Désiré Ndayishimiye, devant le bureau communal de Mugina, dans la même province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins, M. Désiré Ndayishimiye a été appelé au téléphone par l'administratrice de la commune de Mugina, Madame Julienne Ndayihaya, pour participer à une réunion de service et, dès qu'il est arrivé, elle lui a enjoint de ne pas quitter son bureau. Après quelques minutes, le responsable provincial du SNR est venu pour l'embarquer à bord de son véhicule de service pour une destination inconnue, sans aucune communication sur le motif de son arrestation.

Les mêmes sources révèlent que Désiré Ndayishimiye aurait été arrêté pour avoir feint d'adhérer au parti CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie) tout en continuant à soutenir l'idéologie de son parti d'origine, le Congrès national pour la liberté (CNL).

SOS-Torture Burundi s'inquiète de la possible disparition forcée de Désiré Ndayishimiye du moment que des agents du SNR sont souvent cités dans de nombreux cas de disparitions forcées et que le responsable du SNR à Cibitoke, OPC1 Ahmed Nabil Sindayigaya, a même nié d'être au courant de l'enlèvement de ce chef collinaire.

- En date 1^{er} octobre 2021, Justin Ikorukwigomba, un élève de la 3^{ème} année scientifique au Lycée de Mwaro (centre du Burundi), a été enlevé alors qu'il assistait à un cours dans les enceintes de cette école par le responsable provincial du SNR (Service national de renseignement), OPC1 Eliphaz Niyongabo, qui l'a conduit vers une destination inconnue après un bref interrogatoire mené dans le bureau du directeur du lycée et lui avoir extorqué son téléphone.

Selon des sources sur place, Justin Ikorukwigomba aurait été interrogé sur la nature de messages téléphoniques échangés pendant la période des grandes vacances avec trois autres élèves du même établissement qui ont aussi été interrogés et relâchés le même jour après avoir remis leurs cartes Sim à ce responsable du SNR.

Les mêmes sources révèlent que le lendemain de l'arrestation de Justin Ikorukwigomba, samedi 2 octobre 2021, trois autres membres de sa famille ont été arrêtés par le même Eliphaz Niyongabo sur la colline de Higiro en commune de Ndava de la même province et conduits également vers une destination inconnue. Il s'agit de Pierre Ndayisaba, le père de Justin Ikorukwigomba qui est un ancien militaire à la retraite ayant servi dans les Forces armées burundaises (FAB) avant l'intégration en 2005 des partis et mouvements politiques armés (PMPA) et en même temps un pasteur au sein de l'église FECABU (Fraternité Evangélique du Christ en Afrique au Burundi) ; de Herménégilde Ciza, oncle paternel de Justin qui est aussi un ancien militaire ex-FAB en retraite et Aristide Irangabiye, le cousin de Justin qui venait de terminer ses humanités générales.

SOS-Torture Burundi fustige le nouveau mode opératoire d'arrestations aux allures d'enlèvements en vogue au SNR et appelle le Président de la République, Evariste Ndayishimiye, à mettre un terme au phénomène de disparitions forcées et instruire les responsables de l'application des lois de toujours respecter les règles pertinentes du code de procédure pénale dans l'exercice de leur pouvoir de répression.

3. Cas de violence basée sur le genre (viol)

- Dans la nuit de mardi dernier 28 septembre 2021 vers 23 h 30 min, Eliphaz Niyokwizera, le directeur de l'école fondamentale de Mahembe, a été surpris en flagrant délit de viol d'une jeune fille, L. K., élève de la 7^{ème} année au même établissement scolaire situé sur la colline de Karonge de la zone de Gitaba, en commune et province de Makamba (sud du Burundi).

Selon des sources sur place, cette jeune fille a quitté la maison vers 23 heures suite à un message téléphonique de son directeur qui habite tout près de chez elle. C'est ainsi que le directeur Eliphaz Niyokwizera, également membre du parti CNDD-FDD, a laissé sa femme au lit conjugal pour rejoindre son élève dans une bananeraie. Le frère de la jeune fille est allé voir ce qu'il se passait et a appelé les membres de la famille qui ont violemment frappé ce directeur avant de le conduire à une position de police de la zone Gitaba. Le lendemain, il était dans un état de santé critique au service chirurgical de l'hôpital Makamba, gardé par des policiers. Le directeur provincial de l'enseignement a promis que ce directeur sera traduit devant la justice dès que sa santé sera rétablie. Les responsables du CNDD-FDD dans la zone Gitaba ont tenté de protéger ce directeur pour échapper à la justice..

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.